

SAMEDI 30 OCTOBRE 2010

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [International](#) > [Actualités internationales](#) > [Crise alimentaire - La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle](#)

Crise alimentaire - La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle

L'agriculture n'est pas qu'une « agrobusiness »

Réginald Harvey 30 octobre 2010 Actualités internationales

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a choisi pour thématique de sa 5e Université d'été, en mai dernier, «La crise alimentaire et la solidarité internationale de paysans à paysans». L'Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI), qui établit des partenariats avec des organisations paysannes en Afrique, en Amérique latine et en Asie depuis 1990, a fait sentir sa présence lors de cette rencontre.

Le GESQ est une coalition regroupant différentes organisations, dont les principales sont le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), l'UPA-DI, Équiterre, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et bien d'autres, sans compter les chercheurs qui sont associés de près ou de loin à ses travaux. Cette organisation, vouée à l'éducation et au soutien à l'international, présente chaque année son Université d'été, une sorte de forum social à l'échelle locale: «C'est notre événement annuel et c'est l'occasion chaque année de réunir des gens qui viennent du Sud et du Nord, car la perspective dans laquelle on travaille, c'est la promotion de l'économie sociale et solidaire auprès de ces deux mondes», laisse savoir René Lachapelle, président du Groupe.

Il fournit cette explication: «On fonctionne en parité, en partenariat; on ne croit pas avoir seulement à "montrer" au Sud mais aussi à "apprendre" de celui-ci. J'en veux pour exemples nos collaborations avec l'Amérique latine, qui est plus avancée que nous en matière de vision politique pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, même si nous avons quand même une histoire québécoise assez intéressante sur ce terrain.»

Crise et souveraineté

Le Groupe s'est penché sur la crise alimentaire mondiale lors de sa dernière Université d'été; son président croit que ce choix était justifié dans l'ordre actuel du monde: «C'est la face sociale et humaine de la crise générale que le système actuel traverse. Sur le plan financier et économique, celle-ci a drainé beaucoup d'énergie et a donné lieu à de nombreuses analyses mais, quand on la regarde du point de vue des populations, son effet dramatique réside dans l'appauvrissement, dont la crise alimentaire témoigne au premier chef.»

«Quand, au nom d'impératifs liés à l'environnement, on se lance dans le développement des écocarburants, on détourne des terres de la production alimentaire pour les soumettre à la production d'énergie qui est réservée principalement aux économies les mieux logées», soutient-il. En fin de compte, de tels comportements finissent par affecter le panier d'épicerie: «On touche alors jusqu'à 30 % du budget selon les revenus de chacun; pour les gens qui vivent dans un pays du Sud, on parle de 80 à 90 % de toutes les ressources de la famille qui sont affectées.» Il y a amplement là de quoi réfléchir sur les véritables enjeux Nord-Sud en mettant à contribution les partenaires en provenance des deux hémisphères.

Ces gens en sont arrivés à dégager une ligne de force de leurs échanges, que cerne René Lachapelle: «La souveraineté alimentaire est apparue très fortement comme une réponse à la crise; cette souveraineté est politique et s'inscrit dans un rapport de force.» Cela dit, il y a des gestes qui sont faits en faveur de la terre: «Ce qu'on fait ici, du côté de l'UPA-DI, pour maintenir la gestion de l'offre,

ce qu'ils font au Brésil pour redonner les terres aux paysans, ce qui se passe en Afrique où les organisations sont en train de remettre en valeur l'agriculture paysanne, voilà autant d'avenues relativement petites mais qui sont extrêmement déterminantes pour l'avenir.»

L'UPA-DI cerne le problème

L'Union des producteurs agricoles (UPA) a fait entendre sa voix lors de la rencontre du GESQ. André Beaudoin, président de l'UPA-Développement international, situe la nature même de la crise alimentaire actuelle: «Il s'agit d'une réalité qui remonte à bien avant 2008 et qui porte sur la capacité des pays à maintenir leur agriculture sur leur propre territoire; en d'autres termes, la montée du néolibéralisme a poussé jusque dans ses derniers retranchements l'agriculture familiale partout sur la planète, y compris dans les pays riches, quoique les pays pauvres ont été frappés plus durement.»

Il se montre critique: «On a une vision basée sur l'agro-business et celle-ci s'installe par définition là où il y a le plus d'avantages pour elle; cela se fait au détriment de l'agriculture familiale, donc de la capacité des États à maintenir une agriculture sur leur territoire. Par conséquent, lors-que survient une flambée des prix pour des raisons qui essentiellement reposent sur la spéculation, cela a pour effet que les pays pauvres n'ont plus la capacité de payer leur panier d'épicerie.» Il revient sur 2008: «La crise d'alors n'était pas basée sur un manque d'aliments sur la planète, mais elle reposait sur une augmentation du coût des denrées alimentaires causée par la spéculation, et non pas par l'augmentation des coûts de production.»

En mode action

L'UPA s'est lancée dans l'international il y a 20 ans, bien que le volet Développement international ait vraiment pris une forme juridique en 1993. M. Beaudoin se penche sur la façon d'intervenir à l'étranger: «On travaille fondamentalement à mettre en place, avec les organisations paysannes partenaires, des systèmes collectifs de mise en marché de produits agricoles, et cela, pour les marchés internes, c'est-à-dire qu'on se penche sur ce qu'on appelle les cultures vivrières, donc sur les marchés domestiques; on veut que les paysans aient un réel accès à leurs marchés.»

Il fournit un exemple tiré d'une situation réelle pour mieux faire comprendre l'utilité du soutien apporté: «C'est plus facile de prendre une tonne de blé produit au Québec et de l'envoyer à Bamako, au Mali, que de prendre une tonne produite à Tombouctou, qui est une région de ce pays produisant un blé d'une aussi grande qualité que le nôtre, et de l'envoyer à Bamako.» Comment expliquer une situation aussi aberrante? «Parce que le néolibéralisme a fait en sorte qu'on a des circuits de circulation qui reposent sur les transports aériens et maritimes; dans les pays en développement, on a complètement négligé les infrastructures servant à désenclaver les régions agricoles, ce qui fait que, à toutes fins utiles, c'est presque impossible de faire voyager les denrées alimentaires vers les capitales.» Depuis le début de son travail en coopération, l'UPA-DI milite et met la main à la pâte pour que des pays comme le Mali soient en mesure de commercialiser leurs produits pour favoriser le développement de leur agriculture; c'est ce qui s'appelle aussi la souveraineté alimentaire.

Collaborateur du Devoir

coopération internationale, crise alimentaire

[Haut de la page](#)

